

505 LH 277/18
6 15h

(1939)

D. 9435 : Participation S.N.C.F. à la
S.T.E.F.

Lettre SNCF au M.T.P.
Réponse du M.T.P.
Lettre SNCF à S.T.E.F.

C.D. 24.10.39 45 Qd) b)
26.10.39
29.10.39
5.11.39

Prêts consentis par la S.N.C.F. à la S.T.E.F. pour l'achat d'actions S.E.F.

Ministère
des Travaux Publics

Paris, le 29 Octobre 1939

Direction Générale
des Chemins de fer
et des Transports

C O P I E

1^{er} Bureau.

9285/19

LE MINISTRE

à Monsieur le Président du Conseil d'Administration
de la Société Nationale des Chemins de fer

Par lettre du 26 Octobre 1939, vous avez demandé que la Société Nationale des Chemins de fer soit autorisée à consentir un prêt de 600.000 fr à la Société des Transports et Entrepôts Frigorifiques, (S.T.E.F.) pour permettre à cette Société, qui est contrôlée pour 98 % par la Société Nationale, d'acquérir 600 actions de la Société d'Exploitation Frigorifiques du Réseau de l'Etat (S.E.F.) au prix de 1000 fr chacune.

Cette opération, conforme à la politique suivie actuellement par la Société Nationale en vue de la réorganisation des transports en wagons isothermes et réfrigérants, a pour but de donner au groupe S.N.C.F. / S.T.E.F. 98,5 % du capital de la S.E.F. et d'assurer ainsi à la Société Nationale la maîtrise de l'ensemble du parc frigorifique et ladite Société.

Après avoir pris l'avis de la Mission de Contrôle Financier, et d'accord avec M. le Ministre des Finances, j'autorise la Société Nationale des Chemins de fer à consentir le prêt dont il s'agit.

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS.

Signé: A. de MONZIE

COPIE

Paris, le 26 octobre 1939

9285/19

Monsieur le Ministre,

La S.T.E.F. (Société Française de Transports et d'Entrepôts Frigorifiques), dont la S.N.C.F. vient de s'assurer le contrôle presque absolu en vue d'une réorganisation des transports en wagons frigorifiques, s'est mise d'accord avec la Société de "L'Alimentation Havraise" et celle des "Docks Frigorifiques du Havre" pour leur acheter 800 actions de la S.E.F. (Société d'Exploitation des Wagons Frigorifiques du Réseau de l'Etat) au prix de MILLE francs par titre. Cette opération a pour but d'éliminer de la S.E.F. deux actionnaires relativement importants dont les intérêts ne sont pas identiques à ceux de la S.N.C.F., et de donner au groupe S.N.C.F./S.T.E.F. 98,5 % du capital de la S.E.F.

Par suite des circonstances actuelles, la S.T.E.F. est dans l'impossibilité de réaliser cette opération avec ses ressources de trésorerie, et elle sollicite de la S.N.C.F. un prêt de 800.000 fr, remboursable par anticipation, au taux de 6 %, et pour un délai maximum de 2 ans.

Cet achat entre tout à fait dans le cadre de la politique suivie par la S.N.C.F. en vue de réorganiser les transports frigorifiques, et par ailleurs le prix de MILLE francs par action est avantageux. Dans sa réunion du 24 octobre, le Comité de Direction a donné un avis favorable à la demande présentée par la S.T.E.F.

Dans ces conditions, j'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir nous autoriser à effectuer ce prêt.

Je me permets de vous signaler d'urgence la question, l'accord donné par "L'Alimentation Havraise" et les "Docks Frigorifiques du Havre" prévoyant que le règlement de l'achat de ces titres doit être effectué avant le 31 octobre.

Je vous renouvelle, Monsieur le Ministre, l'assurance....

Le Président du Conseil d'Administration,

signé: GUINAND

Monsieur le Ministre des Travaux Publics (Cabinet du Ministre)
246, boulevard Saint-Germain - PARIS (7ème).

b) Prêt à la Société des Transports et
Entrepôts Frigorifiques (S.T.E.F.)

P.V. COURT

total, 8 millions; compte tenu de la dépréciation du matériel, les 600 actions en question représentent 15 % environ du capital de la S.E.F. Or, 15 % de 8 millions font 1 M. 2, et les actions seraient rachetées pour 600.000 fr seulement. L'opération présente donc une marge de sécurité. La S.E.F. fait, d'ailleurs, de très gros bénéfices et la situation de cette Société est stable.

M. LE PRESIDENT. - Le Comité est-il d'accord pour approuver le prêt demandé par la S.T.E.F. ?

M. BOUTHILLIER. - Oui, étant bien entendu que le montant de ce prêt est effectivement inférieur à la valeur des wagons. Ainsi que l'ont indiqué M. le Commissaire du Gouvernement Adjoint et M. RAMÉ.

M. LE PRESIDENT. - Le Comité est d'accord. D'autre part, je demande à M. le Directeur Général de ne pas perdre de vue que la question de la réorganisation d'ensemble des transports frigorifiques doit recevoir une solution pour le 31 décembre 1939.

Le Comité décide d'accorder à la S.T.E.F. un prêt de 600.000 fr, remboursable par anticipation, au taux de 6% et pour un délai maximum de 2 ans, en vue du rachat de 600 actions S.E.F. (Société d'Exploitation de Wagons Frigorifiques), conforme à la politique suivie par la S.N.C.F. en matière de réorganisation des transports frigorifiques.

STENO p. 45

M. LE PRESIDENT - Je vous rappelle que, d'accord avec le Ministre des Travaux Publics, la S.N.C.F. a amorcé une réorganisation des transports en wagons isothermes et réfrigérants, réorganisation dont l'un des éléments essentiels doit être la fusion des parcs de wagons appartenant soit à la S.N.C.F., soit aux Sociétés auxiliaires existantes.

En première étape, le Conseil d'Administration de la S.N.C.F. a approuvé, dans sa séance du 19 juillet 1939, l'acquisition de 72.778 actions de la S.T.E.F., opération qui a porté la part de la S.N.C.F. à 98 % du capital de cette Société.

La seconde étape porte sur la S.E.F. (ancienne filiale du Réseau de l'Etat). Les 4.000 actions représentant le capital de celle-ci sont actuellement réparties de la façon suivante :

S.N.C.F.....	3.340 actions, soit 83 %
Docks Frigorifiques du Havre	300 actions
Alimentation Havraise	300 actions
Divers	60 actions

Afin d'éliminer de la S.E.F. des actionnaires dont les intérêts ne sont pas identiques à ceux de la S.N.C.F., des négociations ont été entreprises avec les Docks Frigorifiques du Havre et avec l'Alimentation Havraise qui ont accepté de céder leurs actions à la S.T.E.F. au prix de 1.000 francs par titre, le règlement devant être effectué avant le 31 octobre 1939. Le Conseil d'Administration de la S.T.E.F. a approuvé cet achat dans sa réunion du 22 septembre 1939.

Par suite des circonstances actuelles, la S.T.E.F. est dans l'impossibilité de réaliser cette opération avec ses ressources de trésorerie, et elle sollicite de la S.N.C.F. un prêt de 600.000 francs, remboursable par anticipation, au taux de 6 % et pour un délai maximum de 2 ans.

Le rachat des actions S.E.F. appartenant aux Docks Frigorifiques du Havre et à l'Alimentation Havraise étant tout à fait conforme à la politique suivie par la S.N.C.F. en matière de réorganisation des transports frigorifiques, puisqu'il conduit à donner au groupe S.N.C.F./S.T.E.F. 98,3 % du capital de la S.E.F., je vous propose de bien vouloir accepter ce prêt.

M. ARON - Je rappelle que je n'ai pas approuvé la Convention relative au rachat des actions de la S.T.E.F., telle qu'elle a été approuvée par le Conseil d'Administration dans sa séance du 19 juillet 1939. Le vote favorable que j'émetts aujourd'hui, en ce qui concerne le prêt demandé par la S.T.E.F., ne modifie pas l'attitude que j'ai prise à propos de cette affaire.

M. BOUTHILLIER - L'évaluation à mille francs de la valeur des actions a-t-elle été vérifiée ?

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT ADJOINT - D'après les renseignements que je viens d'avoir, le montant total du prêt que nous consentirions serait inférieur à la valeur du matériel.

M. BOUTHILLIER - En réalité, la contre valeur du matériel correspond à peu près au montant du prêt, et l'opération prend ainsi tout à fait l'allure d'un achat.

M. RAME - La S.E.F. possède 80 wagons d'une valeur unitaire approximative de 100.000 francs chacun, soit, au

du HAVRE et avec l'Alimentation Havraise qui ont accepté de céder leurs actions à la S.T.E.F. au prix de 1.000 francs par titre, le règlement devant être effectué avant le 31 octobre 1939. Le Conseil d'Administration de la S.T.E.F. a approuvé cet achat dans sa réunion du 22 septembre 1939.

Par suite des circonstances actuelles, la S.T.E.F. est dans l'impossibilité de réaliser cette opération avec ses ressources de trésorerie, et elle sollicite de la S.N.C.F. un prêt de 600.000 francs, remboursable par anticipation, au taux de 6% et pour un délai maximum de 2 ans.

Le rachat des actions S.E.F. appartenant aux Docks Frigorifiques du HAVRE et à l'Alimentation Havraise étant tout à fait conforme à la politique suivie par la S.N.C.F. en matière de réorganisation des transports frigorifiques, puisqu'il conduit à donner au groupe S.N.C.F./S.T.E.F. 98,5% du capital de la S.E.F., il est demandé au Comité de Direction de la S.N.C.F. de bien vouloir accepter ce prêt.

24 octobre 1939.